

**Commission économique pour l'Europe****Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Europe**

Réunion de haut niveau sur les transports, la santé et l'environnement

Comité directeur du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement**Dix-septième session**

Genève, 21-23 octobre 2019

Point 5 d) de l'ordre du jour provisoire

Préparatifs de la cinquième Réunion de haut niveau sur les transports, l'environnement et la santé : projet de déclaration et ses annexes

Résumé analytique de l'étude sur les emplois dans les transports verts et sains**Note du secrétariat***Résumé*

L'Organisation internationale du Travail a réalisé, en coopération avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE), le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Europe et d'autres organisations, une étude sur les emplois dans les transports verts et sains, dans le cadre du Partenariat pour des emplois dans les transports verts et sains, qui relève du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE). L'étude, qui s'inscrit dans le prolongement des travaux du PPE-TSE sur l'évaluation du potentiel de création d'emplois dans les transports verts et sains, élargit la portée des analyses antérieures. Elle montre comment les changements opérés en faveur de transports verts et sains modifient la structure des secteurs et des emplois dans les États membres de la CEE et dans d'autres parties du monde, étant donné qu'en rendant le secteur des transports plus respectueux de l'environnement, on active différentes chaînes de valeur nationales, régionales et mondiales et différents emplois dans divers secteurs d'activité et régions du monde.

On trouvera dans le présent document un résumé du rapport de l'étude.



Étude sur les emplois verts et sains dans les transports

1. Cette étude¹, commandée par le Comité directeur du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE) par l'intermédiaire de son Partenariat pour des emplois verts et sains dans les transports, examine les incidences sur l'emploi dans l'ensemble de l'économie d'une transition accélérée vers des transports terrestres plus écologiques dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE).

2. Les transports terrestres sont un secteur important pour la création d'emplois et le développement, qui emploie plus de 60 millions de travailleurs dans le monde, soit plus de 2 % de l'emploi mondial. L'emploi total est encore plus élevé si l'on tient compte des emplois indirects qui dépendent des chaînes de valeur connexes dans le secteur des transports.

3. Dans le même temps, les transports contribuent manifestement à la dégradation de l'environnement et de la santé. Pour atteindre les objectifs de protection de l'environnement aux niveaux mondial et local tout en promouvant un travail décent ainsi que la croissance de l'emploi et le développement des transports, la viabilité environnementale du secteur doit être au cœur de l'élaboration des politiques.

4. Dans le cadre de l'étude, un modèle macroéconomique multirégional fondé sur les entrées-sorties a été utilisé pour analyser les incidences sur l'emploi de quatre scénarios de transport vert dans la région de la CEE. Un scénario de statu quo a été projeté jusqu'en 2030 et comparé à chacun des scénarios de transport vert, dans lesquels on a modélisé une expansion accélérée des transports publics et l'électrification des véhicules. Les scénarios évalués étaient les suivants :

- a) Pour les transports publics :
 - TP.1 – Doublement des investissements dans les transports publics ;
 - TP.2 – Gratuité des transports publics ;
- b) Pour l'électrification :
 - E.3 – Introduction d'un objectif volontaire ou obligatoire consistant à ce que 50 % des véhicules produits soient entièrement électriques ;
 - E.4 – Interdiction des moteurs à combustion interne pour les véhicules utilitaires légers à usage professionnel.

5. Il ressort de cette modélisation qu'il y aurait de multiples effets sur l'emploi dans la région de la CEE, car le secteur des transports de chaque pays est relié par différentes chaînes d'approvisionnement à d'autres secteurs économiques dans le pays et dans le monde.

6. Les analyses présentées dans le rapport de l'étude donnent à penser qu'il existe des possibilités de création d'emplois par la promotion des transports verts et sains dans la région de la CEE, sous la forme d'une utilisation accrue des transports publics et de l'électrification des transports privés. Les résultats montrent que stimuler l'utilisation des transports publics dans la région de la CEE en doublant les investissements dans ce secteur (scénario TP.1) et en offrant des transports publics gratuits aux usagers (scénario TP.2) pourrait créer un total net d'au moins 2,5 millions d'emplois supplémentaires dans les transports verts et sains au niveau mondial. Ce chiffre passe à au moins 5 millions d'emplois si l'on considère l'impact plus large sur les autres secteurs de l'économie. Plus de la moitié de ces emplois se trouveraient dans la région de la CEE, le solde étant réparti dans le reste du monde.

¹ Note d'information 4, trente-sixième réunion du Bureau du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (Bonn, Allemagne, 1^{er} et 2 juillet 2019). Disponible sur le site <https://thepep.unecce.org/events/meeting-bureau>.

7. L'introduction d'un objectif volontaire ou obligatoire de 50 % de véhicules entièrement électriques (scénario E.3) aurait pour effet d'ajouter un total net de près de 10 millions d'emplois dans tous les secteurs à l'échelon mondial, dont 2,9 millions dans la seule région de la CEE. Pour le seul secteur des transports, la croissance de l'emploi est estimée à 0,7 million, dont environ 0,6 million dans la région de la CEE. Le scénario E.4 (interdiction des moteurs à combustion interne pour les véhicules utilitaires légers à usage professionnel) entraînerait la création de 0,4 million d'emplois supplémentaires dans les transports et jusqu'à 8,5 millions d'emplois si l'on tient compte des incidences sur les autres secteurs. Du fait de la localisation actuelle et future des emplois dans ce secteur, la région de la CEE devrait connaître une contraction des emplois liés aux transports, car la création nette d'emplois résultant de ces scénarios masque d'importants niveaux de réaffectation, les emplois passant des secteurs de la construction automobile, de l'extraction pétrolière et des raffineries au secteur des services.

8. Les résultats globaux de l'étude – qui mettent en évidence le potentiel de création nette d'emplois – sont principalement dus à une réorientation structurelle de ressources, de la consommation et de la production de combustibles fossiles vers une utilisation accrue des services de transport public et l'électrification des modes de transport. La réduction de la consommation de carburant a des effets positifs particulièrement importants sur l'emploi dans les pays importateurs de pétrole. Les dépenses précédemment consacrées au secteur des carburants, qui crée peu d'emplois, sont réorientées vers d'autres secteurs de l'économie ayant des effets plus importants sur l'emploi, comme les transports publics.

9. Dans les scénarios d'électrification modélisés dans cette étude, les producteurs de machines électriques, d'appareils électroménagers et de batteries sont bénéficiaires, tandis que des réductions d'emplois sont attendues dans les chaînes de valeur des combustibles et dans l'industrie automobile traditionnelle produisant des moteurs à combustion interne. Les pays qui ont une puissante industrie automobile fondée sur les moteurs à combustion interne et qui ne cherchent pas à passer à la production de véhicules électriques subiront une redistribution des emplois vers les pays qui mènent le mouvement vers le transport électrique.

10. Les figures I et II ci-dessous résument la création nette d'emplois (en millions) pour le secteur des transports puis pour l'ensemble de l'économie, selon les politiques de promotion des transports verts et sains choisies.

Figure I

Création nette d'emplois selon les scénarios modélisés pour le secteur des transports

(en millions)

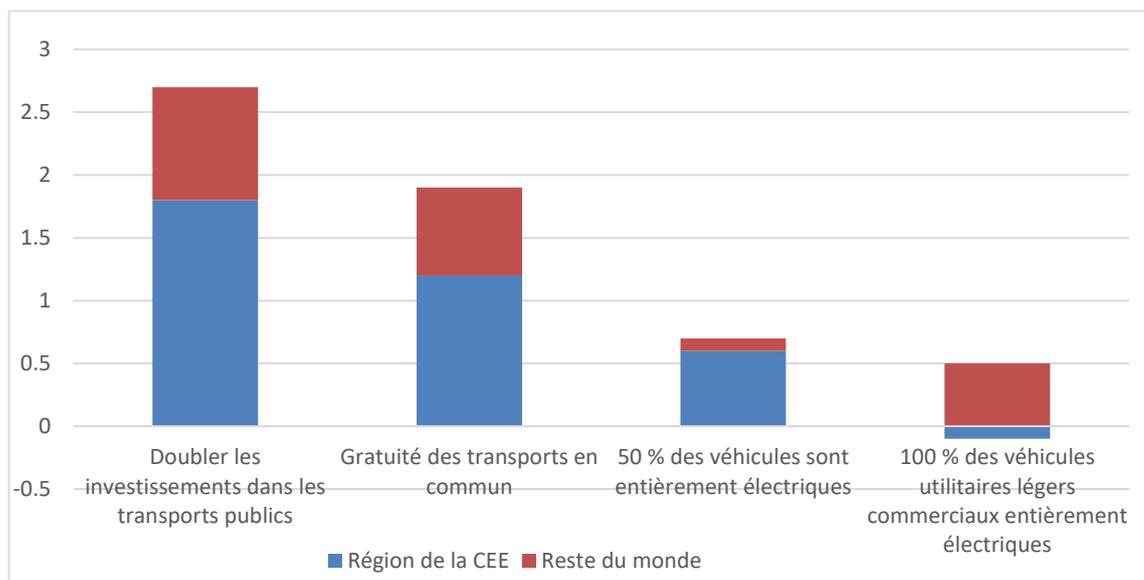
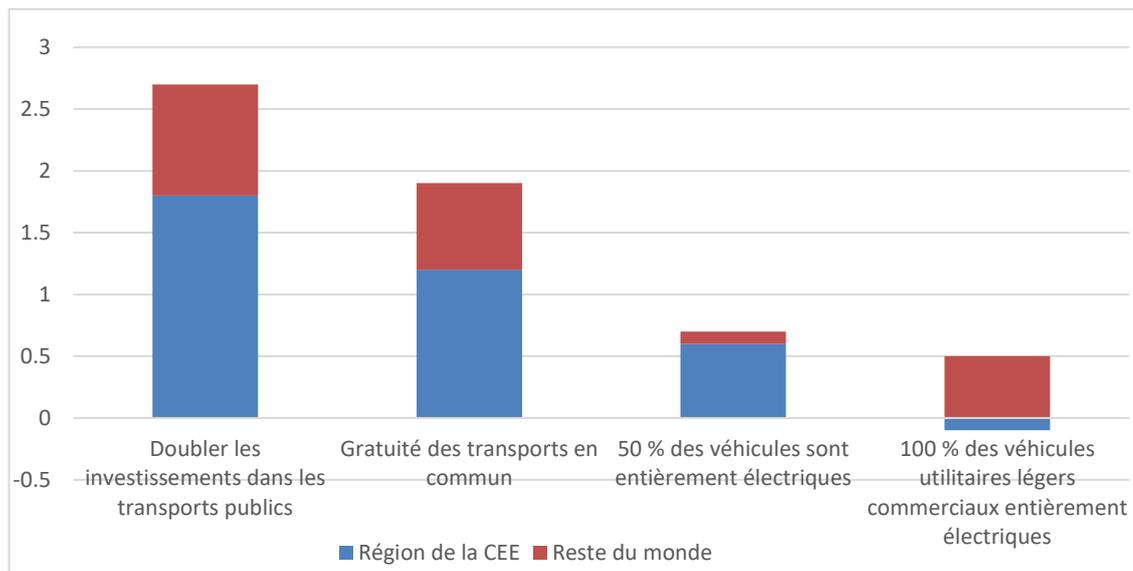


Figure II
Création nette d'emplois selon les scénarios modélisés pour l'ensemble de l'économie
(en millions)



11. Pour tirer parti des possibilités d'emploi et faire en sorte que la transition soit équitable pour les travailleurs, les entreprises, les régions et les pays susceptibles de connaître une restructuration, un ensemble complet de politiques devrait être mis en œuvre parallèlement à tout effort visant à rendre le secteur des transports plus écologique.

12. Ces politiques devraient comprendre des mesures de développement des compétences, de protection sociale, de gestion active du marché du travail et de promotion du dialogue social, notamment en ce qui concerne le financement des politiques de transport vert par des taxes vertes et les droits fondamentaux au travail. L'ensemble de mesures devrait également comprendre la mise en place de politiques industrielles et des incitations au développement des activités qui croîtront dans le cadre d'un scénario de transport vert et qui pourraient être sous-développées dans la région de la CEE.

13. La promotion de la viabilité environnementale par l'expansion des transports publics et l'électrification du transport privé de passagers et de marchandises n'est que l'un des facteurs par lesquels l'avenir des transports affectera l'emploi dans l'ensemble de l'économie. Parmi les autres facteurs figurent l'automatisation, la mobilité partagée, le cyclisme, le train hyperloop, les livraisons effectuées par des drones et le recours accru à l'achat local ou fondé sur des circuits courts. Ces domaines pourraient être étudiés plus en détail dans une analyse future.